

# CNUSTED

## Le Canada est intéressé

Reportage de J. King Gordon

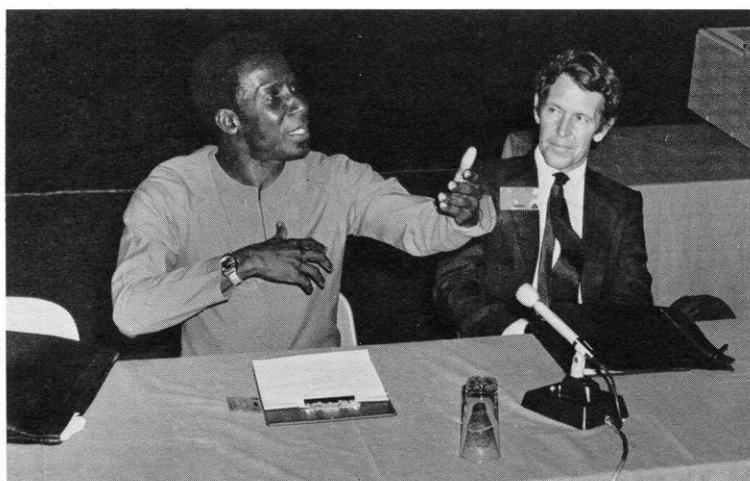


Photo: Neill McKee

L'honorable Rex Nettleford, à gauche, décrit la philosophie du CRDI, pendant que M. William Jenkins, vice-président (politiques) de l'ACDI, écoute.

*L'annonce d'une grande conférence des Nations Unies suscite toujours une certaine excitation chez ceux que la nouvelle intéresse directement. Ceci est vrai en particulier dans le cas de la Conférence des Nations Unies sur la science, et la technique au service du développement (CNUSTED) qui aura lieu à Vienne, en août prochain. Évidemment les organisateurs font tout pour souligner l'importance de la conférence et pour s'assurer de ses retombées sur la scène mondiale. Les gouvernements devront présenter des documents nationaux et dans leurs pays respectifs ils ont déjà consulté les scientifiques, les technologues, les industriels et les responsables de la recherche industrielle. Les universités et les milieux scientifiques ont été encouragés à organiser des séminaires dont la mission sera d'explorer quelques-uns des thèmes les plus importants qui seront discutés au cours de la CNUSTED et de conseiller les gouvernements sur les positions qu'ils devraient prendre sur ces thèmes.*

*Il semblait particulièrement approprié qu'un tel séminaire se tienne au Canada, en mai, et sous l'égide du CRDI, en association avec la Société Royale du Canada, le Comité consultatif des Nations Unies, SCITEC et l'Association des universités et collègues du Canada (AUCC). Et quel meilleur endroit, pour cette rencontre, que l'Ontario Science Centre, à Toronto, avec pour hôte ce grand scientifique international qu'est Tuzo Wilson, lequel a conjointement avec le président du CRDI, M. Ivan Head, ouvert le séminaire.*

Il sont venus à Toronto de toutes les dix provinces du Canada : scientifiques, technologues, économistes et administrateurs spécialistes du développement, quelques décideurs gouvernementaux également. Il en est venu aussi des cinq continents, porteurs du Tiers-Monde, et représentants d'organisations internationales notamment. C'est ce dernier groupe qui a apporté un peu de réalisme dans des discussions qui tendaient à s'isoler sur le plan ésotérique de la politique scientifique. Si beaucoup de technocrates canadiens brûlent de s'embarquer pour des destinations lointaines afin d'apporter le secours de leurs connaissances aux défavorisés, certains affichent une supériorité et une confiance en soi qui ont fondu au contact de ces représentants du Tiers-Monde.

Un constat d'évidence a marqué le début de la rencontre, c'est que l'idée traditionnelle de la "transmission" de la science et de la technologie comme remède aux maux du Tiers-Monde était devenue désuète. Dans les décennies qui ont suivi la guerre, comme le grand potentiel de développement qui existait alors était concentré chez les pays industrialisés, les bien nantis pensaient qu'il suffisait de mettre en place, puis en mouvement, des "courroies de transmission" qui transporteraient leurs ressources techniques chez des primitifs et leur permettraient de mener une vie "civilisée" (entendez : prospère), comme la leur. Il fallut quelque temps pour qu'on commence à s'apercevoir qu'une telle approche était fortement teintée de colonialisme, qu'elle aurait pour résultat de perpétuer la dépendance économique et culturelle de ces pays en y favorisant peut-être une élite, mais en n'apportant rien au groupe majoritaire, celui des pauvres.

Selon Jorge Sabato, de la Fondation Bariloche en Argentine, la transmission et l'application des connaissances scientifiques et techniques relèveraient d'un processus beaucoup plus compliqué, dans lequel il serait tenu compte non seulement d'objectifs économiques et industriels, mais du vaste cadre des buts sociaux, culturels, normatifs et même spirituels d'une société déterminée à créer pour ses membres les conditions d'une vie meilleure. Il a souligné également que le déséquilibre entre le Nord et le Sud rendait le dialogue et la coopération difficiles, mais qu'il n'en fallait pas moins négocier. Il a été particulièrement affirmatif sur le point que, dans toute coopération de ce genre, il était essentiel de doter les pays en développement des moyens scientifiques et techniques qui leur font défaut.

Selon Anton Zahlen, de l'ACAST (Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement), quatre catégories d'obstacles s'opposent à la réalisation de ce but : les obstacles in-

hérents au pays lui-même; les obstacles inhérents à la nature de la technologie; les obstacles extérieurs, qui comprennent les possibilités supérieures des pays industrialisés, les coûts de la technologie et la position exceptionnelle des entreprises transnationales; enfin, les obstacles que crée l'existence d'une frontière Nord-Sud. Aucun de ces obstacles n'est insurmontable en soi, mais entre dans le processus de négociation qui ne sera suivi que plus tard d'une coopération véritable.

La technologie ne peut être culturellement neutre, vint à point nous rappeler M. Vadakan Vinyu, directeur à Bangkok de l'Institut des Nations Unies pour le développement de l'Asie et du Pacifique, dont l'intervention complétait le tableau de la scène internationale contemporaine. Il plaida énergiquement pour le développement d'une science et d'une technologie indigènes adaptées aux ressources et aux besoins culturels et socio-politiques de chacun des pays du Tiers-Monde.

Cette toile de fond sous les yeux, le symposium s'est tourné vers l'expérience canadienne et les ressources scientifiques et techniques que ce pays peut mettre au service du développement. C'est ainsi qu'on a entendu M. William Jenkins, vice-président (politiques) de l'Agence canadienne de développement international, dans un exposé sur la programme d'orientation canadien en matière d'assistance internationale, qui est de rendre les pays bénéficiaires progressivement plus autonomes. M. Jenkins admit que, peut-être, ce programme se concrétisait trop par des actions ponctuelles financées par l'Agence, lesquelles en retour portaient trop la marque de leur origine. L'Agence a fait appel aux universités canadiennes pour recruter le personnel adéquat. M. Jenkins a indiqué dans quelle mesure, ajoutant qu'à l'avenir il faudra trouver le moyen d'harmoniser les besoins en recherche des pays en développement avec le potentiel canadien.

Le choix de Rex Nettleford comme porte-parole du CRDI était en soi révélateur. Nettleford, un Jamaïcain, est le directeur du département des "Extra-Mural Studies" de l'Université des Indes-occidentales. C'est un chorégraphe et un danseur d'élite du Ballet national jamaïcain, mais il est aussi un de nos gouverneurs. Il a expliqué comment les politiques du Centre sont déterminées par un Conseil des gouverneurs international dont plusieurs membres, venus du Tiers-Monde, réalisent dans le concret l'interdépendance entre les soit-disant pays développés et en développement. Une telle innovation s'est traduite par l'éclatement de la traditionnelle relation de subordonné à dominant et l'apparition d'une nouvelle institution basée sur le partage, la coopération et le libre échange des idées. Et c'est là, a ajouté Nettleford, que l'université peut jouer un rôle im-

portant. Il a invité les universités canadiennes à établir des relations organiques avec leurs institutions sœurs du Tiers-Monde qui ont besoin de telles relations.

Le symposium avait pour but, entre autres, d'informer le gouvernement du Canada, alors que ce dernier élabore sa position pour la Conférence de Vienne. Déjà, on a préparé un document national sur l'histoire de l'évolution de la politique scientifique canadienne et la façon dont le Canada a participé à l'effort international. Un second document avait été préparé par un comité de la Société Royale et par SCITEC: il s'agissait cette fois d'une étude sur les réactions des scientifiques, des technologues, des milieux des sciences sociales, aux objectifs de la CNUSTED.

Ces documents, auxquels il faut ajouter les contributions des conférenciers et des participants, forment la base sur laquelle ont travaillé les trois groupes chargés de définir le rôle international présent et futur du Canada en matière de science et technologie pour le développement.

Le premier groupe, celui des gouvernements et organisations non gouvernementales (ONG), travailla sur les exposés de Jenkins et de Nettleford et en vint à la conclusion, semble-t-il, que le "modèle" du CRDI était mieux adapté dans son réalisme aux nouvelles tendances apparues dans la coopération internationale pour le développement.

Le deuxième groupe était celui de l'industrie et des instituts de recherche industrielle. Chose surprenante, ce groupe s'est montré plutôt complaisant à l'égard du rôle des transnationales dans la transmission des connaissances, alors que le secrétariat de la CNUSTED et l'ACAST lui ont porté une attention particulière.

C'est le troisième groupe, où les universités et instituts du Canada et du Tiers-Monde étaient bien représentés, qui s'est distingué par l'avancement de ses travaux. Il était avantagé par deux importantes contributions: celle de Richard Griffiths, directeur du British Inter-University Council (IUC) et celle de A.J. van Dulst, directeur de la Fondation universitaire néerlandaise pour la coopération internationale (NUFFIC). Ces deux organismes expliquèrent les mécanismes inter-universitaires qu'ils avaient créés pour relier l'enseignement, la formation et la recherche, tels que pratiqués dans les universités britanniques et hollandaises, avec ces mêmes activités telles qu'elles existent dans les universités du Tiers-Monde. Il ne s'agissait pas tellement, selon eux, de développer cette partie de la recherche des pays développés qui pourrait s'appliquer aux besoins du Tiers-Monde, mais plutôt d'étendre à ces pays la coopération universitaire traditionnelle pour y faire participer les cerveaux de ces pays groupés dans des institutions qui jouent un rôle de plus en plus important dans les politiques

de développement de leurs pays respectifs. On n'a pas manqué de dire, parfois avec vivacité, que les mécanismes canadiens avaient été inefficaces dans le passé et qu'il manquait de ces mécanismes qui assureraient des liens universitaires permanents et efficaces entre les scientifiques et chercheurs canadiens d'une part, et leurs homologues du Tiers-Monde, d'autre part. De nombreuses personnes ont souhaité que la nouveau Bureau de développement international de l'AUC, sous la direction de M. Michael Oliver, reçoive l'aide nécessaire des universités et des agences gouvernementales afin de jouer un rôle similaire à celui du IUC et de NUFFIC.

La dernière matinée du symposium a été marquée par deux interventions qui ont impressionné vivement les groupes de travail et ont influé sur leurs délibérations: d'une part une description de l'orientation et des activités de la *Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries (SAREC)*, par G. Richerts, conseiller scientifique de l'ambassade de Suède à Ottawa, et un compte rendu, par Princeton Lyman, des activités du nouvel *Institute for Scientific and Technical Cooperation* du gouvernement des États-Unis. Ces deux intervenants ont souligné leur action en vue de permettre aux communautés scientifique et technique de leur pays respectifs de coopérer avec les instituts du Tiers-Monde en les rendant mieux armés pour leurs recherches. Tous deux indiquèrent que c'est dans cet esprit que leurs gouvernements se proposaient d'appuyer les objectifs de la CNUSTED.

Les membres du groupe de travail, en faisant leur cette position sur l'engagement des universités et des instituts, ont vu là une initiative positive que la délégation canadienne pourrait bien emporter dans ses bagages.

Un symposium ne se nourrit pas seulement de son ordre du jour; il est aussi l'occasion, pour des chercheurs animés de la même passion pour la vérité, d'échanger des vues, d'ouvrir des fenêtres sur de nouvelles perspectives. Grâce aux relations très personnelles qui se sont établies au cours de cette rencontre, les participants sont restés proches de l'objectif central de cette grande entreprise qu'est la CNUSTED. Cet objectif central, c'est la condition de l'homme, sa dignité, son pouvoir créateur. Et c'était là le sens de l'intervention d'Omond Solandt, ce grand scientifique canadien, lorsque, prenant la parole au dîner de clôture, il rappela à ses collègues que ce qui prime dans la science et la technologie, c'est qu'elles doivent être au service de la qualité de la vie. □

M. J. King Gordon appartient au bureau du Premier vice-président du CRDI, M. Louis Berlinguet, en qualité de conseiller principal — Relations avec les universités.